AUTOMNE 2012

LCO / CDO

LIAISON

NOUVEAU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Bruce Elman, ancien doyen de la faculté de droit de l'université de Windsor, a entrepris le 1er septembre son mandat de trois ans à titre de président du Conseil des gouverneurs de la CDO. La Commission accueille également au Conseil Andrew Pinto, associé chez Pinto Wray James LLP, et Mark Leach, sous-procureur général par intérim.

APPRENDRE AU TRAVAIL

De g. à d. : **Eddie Clark, Jordan Birenbaum, Nathalie Kalina, Karla Bonilla et Rasha Rehman**

Les étudiants Eddie Clark (candidat au doctorat en science du droit à l'Université de Toronto) ainsi que Jordan Birenbaum, Nathalie Kalina et Debjani Poddar (respectivement au baccalauréat en droit à l'Université de Toronto, à la faculté de droit Osgoode Hall et à l'Université d'Ottawa) ont travaillé cet été sur des projets de la CDO, en compagnie de Karla Bonilla, étudiante stagiaire à la CDO, et de Rasha Rehman, élève au niveau secondaire de Toronto, qui se sont jointes à l'équipe de la CDO dans le cadre du programme Law in Action Within Schools (LAWS).

Message de la directrice exécutive

L'été dernier, toute l'équipe de la CDO était enchantée de la publication du rapport final du projet sur les personnes âgées, qui représentait une étape clé au moment d'entamer notre sixième année d'activités. Le présent numéro de *Liaison* fournit davantage de détails sur la façon dont le rapport a été accueilli. La parution du rapport final d'un projet connexe, un examen de la situation des personnes handicapées, est prévue pour décembre. Nous fournirons bientôt plus d'information sur une activité d'une journée portant sur ces deux projets ainsi que sur notre nouvelle étude sur la capacité juridique et la tutelle.

Parlant de nouveauté, n'oubliez pas de visiter notre site Web pour prendre connaissance du document de consultation de notre projet sur la *Loi sur le privilège des travailleurs forestiers portant sur leur salaire*.

Liaison consacre également un billet au rôle prépondérant qu'a joué l'ancien sous-procureur général de l'Ontario, Murray Segal, dans la fondation et l'orientation des activités de la CDO au cours de ses six premières années d'existence. J'aimerais personnellement faire part de ma reconnaissance à Murray Segal, qui a pris sa retraite de la fonction publique de l'Ontario le 31 mai dernier, après avoir tant accompli pour la Commission.

Je désire par ailleurs remercier les professeures Bev Baines et Kathleen Lahey de m'avoir invitée dans leurs classes à la faculté de droit de l'Université Queen's pour faire connaître la CDO. Consultez mon blogue pour en apprendre davantage sur ces visites automnales. J'ai également participé à des rencontres avec le doyen Bill Flanagan, des membres du corps professoral et étudiant, ainsi qu'avec des groupes communautaires. Je me rendrai dans d'autres facultés de droit au cours de la prochaine session.

Patricia Hughes

Lirez l'histoire complète en ligne à www.lco-cdo.org

Dans cette numéro. . .

- **La CDO aux Nations Unies**
- **Transformer l'éducation**
- **Nouvelle génération de leaders**

LCO CDO

LAW COMMISSION OF ONTARIO
COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO

La CDO aux Nations Unies

Le cadre de la CDO sur le droit des personnes âgées qualifié de « formidablement profitable à l'échelle internationale »

L'Honorable John Gerretsen, procureur général de l'Ontario, reçoit le rapport des mains de Larry Banack, président du Conseil des gouverneurs de la CDO.

La CDO a été invitée par la Fédération internationale du vieillissement (FIV) à participer à un groupe de travail des Nations Unies consacré à l'examen de la protection des droits des personnes âgées. Au mois d'août, Lauren Bates, avocate chercheure à la CDO, s'est jointe à des représentants de la société civile et d'états membres de partout dans le monde, auxquels elle a présenté les dispositions du cadre légal, publié peu auparavant par la CDO, qui sert à évaluer les lois, politiques et pratiques qui touchent les personnes âgées.

« Le rapport de la CDO a un rôle de premier plan à jouer à l'échelle internationale afin d'aider la société civile et les représentants des Nations Unies à comprendre de quelle façon ils pourraient évaluer l'efficacité des lois et initiatives stratégiques existantes », a indiqué M^me^ Bates, à l'issue de la rencontre du groupe de travail de l'ONU, qui a eu lieu à New York. « Dans le cadre de nos recherches, nous avons réfléchi à toutes les questions que les intervenants pourraient soulever à ce sujet. »

Remis le 11 juillet à l'honorable John Gerretsen, procureur général de l'Ontario, le rapport de la CDO est le fruit de quatre années de recherches et consultations intensives avec des personnes âgées et des organismes et fournisseurs de services qui les soutiennent. Sous la supervision d'un groupe consultatif composé d'experts, le projet s'est appuyé sur plusieurs rapports de recherche commandités et le compte-rendu d'une conférence sur le droit et les personnes âgées.

« Le travail effectué par la CDO constitue une percée majeure », soutient Jane Barratt, secrétaire générale de la FIV et membre du groupe consultatif du projet de la CDO. « Jusqu'ici, il n'y avait eu que très peu de discussions solides et approfondies, et rien du tout à l'échelle internationale, à propos des meilleures méthodes d'évaluation des effets et de l'efficacité des lois qui touchent les personnes âgées. »

De l'avis de M^me^ Barratt, le rapport de la CDO aura des répercussions pratiques phénoménales à l'échelle mondiale, parallèlement au dialogue entrepris au sein du groupe de travail et au-delà de ce cadre.

M^me^ Barratt ajoute, « Dans le cadre de sa démarche, la CDO a fait preuve de courage en s'engageant à protéger les droits des personnes âgées fragiles et vulnérables, poursuit-elle. Son travail pourrait jouer un rôle décisif dans la vie des aînés, non seulement en Ontario, mais également à l'échelle nationale et internationale. »

Modules sur la violence envers les femmes dans les facultés de droit de l'Ontario

La CDO a lancé une série de modules de formation sur la violence envers les femmes dans les facultés de droit de l'Ontario. Produits grâce à une subvention de la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario, ces modules visent à aider les professeurs à établir un contexte, dans chaque cours de droit, et à examiner les principaux enjeux de ce thème dans le cadre, par exemple, des cours d'éthique, ou encore des cours de droit des biens, familial et criminel.

« Peu importe le type de droit exercé, il est possible de participer activement à la lutte contre la violence envers les femmes », souligne Pamela Cross, avocate et spécialiste des questions de violence envers les femmes, qui a été la coordonnatrice de l'initiative.

Selon Kathleen Lahey, professeure à l'Université Queen's, les universitaires ne peuvent plus continuer à laisser des formatrices ou formateurs sans plan d'ensemble traiter de la violence envers les femmes. À son avis, la CDO offre « une solution très bien songée à un sérieux problème ».

« Ce projet pourrait avoir un effet vraiment transformateur », conclut M^me^ Lahey.

Lirez l'histoire complète en ligne à www.lco-cdo.org

Une nouvelle génération de leaders

Le président du Conseil désire accroître la visibilité de la CDO

Pendant son mandat de trois ans à la présidence du Conseil des gouverneurs, Bruce Elman espère être entendu des décideurs de l'Ontario. L'ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Windsor a entrepris son mandat le 1er septembre, succédant au président sortant Larry Banack, qui siège toujours au Conseil des gouverneurs de la Commission.

« M. Banack a fait profiter le Conseil de son expérience et de ses connaissances exceptionnelles en médiation professionnelle », affirme M. Elman, spécialiste du droit constitutionnel, de la liberté d'expression, du droit et de la religion, et du multiculturalisme. « Durant mon mandat, je m'efforcerai de porter nos rapports à l'attention des décideurs de la province pour favoriser une meilleure compréhension des enjeux et des solutions envisageables. »

Les liens entre M. Elman et la Commission remontent à sa création alors que, en tant que président des doyens des facultés de droit de l'Ontario, il a contribué à assurer la participation de ces dernières aux activités de la CDO.

« M. Elman constitue un excellent choix », estime M. Banack. « Il possède une très vaste expérience dans le domaine universitaire et un grand sens de l'histoire. »

Dernier gouverneur en poste depuis la fondation

Lorsque Murray Segal, ancien procureur général de l'Ontario, a quitté son siège au Conseil des gouverneurs de la CDO cet automne, il était le dernier gouverneur en poste depuis la création de la CDO. M. Segal, qui s'était joint à la Commission peu avant sa fondation en 2006, a contribué à jeter les bases de ce qu'il appelle le « formidable succès » de l'organisation jusqu'à maintenant.

« Nous avons produit bon nombre de rapports novateurs et marquants, dont certains ont servi de fondements à des mesures concrètes et ont ouvert la voie à de solides discussions dans l'ensemble de la communauté », indique M. Segal, qui exerce maintenant dans le secteur privé à Toronto.

« M. Segal a toujours encouragé une réflexion aussi vaste que possible », explique Larry Banack, président du Conseil des gouverneurs de 2009 à 2012. « Il m'a donné la possibilité et l'autorisation de sortir des sentiers battus quant aux orientations d'une commission du droit de premier plan. »

« Son soutien a conféré à la CDO la crédibilité nécessaire pour nouer des relations avec les bailleurs de fonds, le Barreau et le système judiciaire », souligne Patrick Monahan, président-fondateur de la CDO. « Il est le genre de personnes qu'on désire toujours avoir dans son équipe. »

De son côté, M. Segal demeure optimiste quant à l'avenir de la CDO : « Nous avons été choyés d'avoir pu compter sur d'excellents chefs de file comme MM. Monahan et Banack, et maintenant M. Elman, aux côtés de Mme Hughes, du Conseil et de toute l'équipe. »

La Commission du droit de l'Ontario tient à remercier ses partenaires financiers :

The Law Foundation of Ontario
Building a better foundation for justice in Ontario

Ontario

LET RIGHT PREVAIL
The Law Society of Upper Canada | Barreau du Haut-Canada

OSGOODE HALL LAW SCHOOL YORK UNIVERSITY

Et les facultés de droit suivantes pour leur soutien : **Université Queen's, Université d'Ottawa (Sections de common law et de droit civil), Université de Toronto, Western Université et Université de Windsor.**

COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO
2032 Ignat Kaneff Building
Osgoode Hall Law School, York University
4700 Keele Street
Toronto, ON, Canada M3J 1P3
Tél. : 416-650-8406
Sans frais : 1-866-950-8406
TTY: 416-650-8082
lawcommission@lco-cdo.org
www.lco-cdo.org

@phugheslco